

Αρχείο
35

Πρόεδρε
Μια ενδιαφέρουσα σύνοψη
πρωσών & "πρωσών" ιδεών.
Βγ. "Γωας 6εγ 11 uai Conclusions
για την απεργική σύγκληση σου.
Νίνας

Trois défis que
SEULE L'EUROPE
peut relever

Pierre **DEFRAIGNE**, Directeur général honoraire à la Commission européenne, directeur exécutif de la Fondation Madariaga-Collège d'Europe

Electeurs ou Citoyens ?

Voter n'est jamais un acte banal. Ce sont aussi nos millions de votes qui dessinent le futur de nos sociétés. Certes, chaque voix n'est qu'une goutte dans l'océan des suffrages exprimés. Mais un vote engagé fait une différence. Le vote de conviction, étayé par la réflexion et prolongé par le témoignage et la parole, pèse plus lourd que le vote résigné, conformiste, distrait. Le vote utile n'est pas un geste solitaire. Il est acte de solidarité.

Le vote citoyen peut coaliser des enthousiasmes, des volontés et des rêves collectifs pour rendre le monde plus sûr, plus juste, plus riche en libertés et en possibilités pour tous. Le vote européen a quelque chose en plus que le vote national: il nous permet de peser dans l'évolution du monde à un moment critique de son Histoire. Car la mission de l'Union Européenne est de s'attaquer aux trois grands défis de notre temps qui ont chacun une dimension mondiale décisive: la crise, le climat et la paix. Elle seule peut faire le poids dans la négociation internationale et, s'il le faut, dans le rapport de forces stratégique.

« Le vote européen a quelque chose en plus que le vote national! »

Nos sociétés occidentales, et en particulier en Europe, vont entreprendre des transformations majeures pour faire face à ces grands défis mondiaux. Serez-vous acteurs de ces changements? Spectateurs? Otages ou victimes? A vous de choisir!

Deux discours sont imaginables sur l'Europe.

L'un est concret et parlant. Il s'adresse au consommateur, à l'utilisateur, au voyageur, à l'étudiant. Il exalte la paix acquise depuis plus de soixante années, un record pour l'Europe. Il parle de prospérité, de confort, de mobilité. Il évoque l'action de l'Europe pour l'égalité entre les hommes et les femmes ; il rappelle les mille et une décisions auxquelles le Parlement européen est partie prenante, qui donnent corps à la liberté d'aller et de venir, et d'étudier ou de travailler dans un continent de 500 millions d'habitants, avec une simple carte d'identité, un railpass et des euros en poche ; il énumère les directives européennes qui assurent la sécurité des aliments et des jouets, la lutte contre les pollutions et la qualité des eaux de baignade. Ce discours cherche à donner une image positive de l'Europe. Il tient parfois des relations publiques, voire de la propagande officielle. Il offre de l'Europe une vision fragmentée, une sorte de kaléidoscope qui tait, voire dissimule, les responsabilités de l'Europe dans la crise où elle s'engage et qu'elle n'a pas vu venir et pas su empêcher.

L'autre discours est plus difficile. Il appelle une réflexion, un effort pour comprendre ce qui se joue en Europe et dans le monde et pour se faire un jugement là-dessus. Il s'adresse non pas à l'électeur, mais au citoyen. Il tente une synthèse, nécessairement prospective, du rôle de l'Europe dans un monde en pleine transformation. Il traite des grandes menaces et des grandes promesses de notre temps que seule l'Europe peut aider à maîtriser, mais pour lesquelles elle n'est pas encore prête. Il lui faut en effet, sous la pression de la crise qui commence, parfaire son unité, construire des

réponses ad hoc et conquérir la confiance du citoyen dans nos 27 Etats-membres. C'est une entreprise longue et difficile, fondatrice d'une Europe-projet, la naissance d'une nouvelle Europe en quelque sorte.

Pour ma part, j'ai choisi de m'adresser aux jeunes citoyens, aux jeunes citoyennes, que vous êtes, non plus aux ados, mais aux jeunes adultes.

Mon langage sera donc celui de la raison. Car, mon rôle n'est pas de convaincre et encore moins de séduire, mais de vous aider à y voir clair. Je ne suis en effet ni un animateur télé, ni un homme politique, mais un témoin qui a vécu au plus près la vie européenne et reste passionnément engagé dans cette aventure. Mon point de vue sera donc celui de l'éthique de responsabilité, celui de Créon, le vieux Roi sage de Thèbes et non pas celui de l'éthique de conviction, celle de sa jeune nièce Antigone qui disait avec tant de ferveur 'je veux tout et tout de suite '.

Le 7 juin par votre vote vous accéderez à la dignité de citoyen européen. Cela comporte des privilèges mais aussi, surtout par les temps de crise dans lesquels nous entrons, des devoirs et des responsabilités. Vos grands-parents et vos parents ont construit l'Europe. Mais c'est vous qui allez devoir vous en servir. Il faut vous mettre dès maintenant au décryptage du mode d'emploi. Pourquoi ? Parce qu'il y a urgence.

Une triple urgence !

Tout d'abord, une crise économique et sociale sans précédent est en train de gagner le monde dans la foulée du séisme financier survenu à Wall Street l'automne dernier. Cette crise va faire mal chez nous et va tester notre résilience, à la fois collective et individuelle. Nous devons la contrer mais surtout, nous ne pouvons pas 'gaspiller la crise'. Il nous faut en faire un pont vers un meilleur futur.

Ensuite la dégradation du climat menace la vie sur la planète. En outre la pénurie de pétrole pourrait conduire à l'affrontement

Il faut allier le pessimisme à l'intelligence à l'optimisme de la volonté. »
Antonio Gramsci

entre le Nord et le Sud. Il nous faut économiser drastiquement les énergies hydrocarbures et négocier leur utilisation avec les économies montantes et les pays les plus pauvres du Sud.

Enfin, l'équilibre du monde bascule de l'Ouest vers l'Asie parce que les pays industrialisés mais particulièrement l'Europe¹, vieillissent plus vite et désormais croissent moins vite que les économies émergentes. Ce recul relatif impose à l'Europe² de former un bloc compact pour projeter notre poids dans le

¹ Selon l'analyste française Nicole Gnesotto (IFRI), les Etats Unis et l'Europe ne représenteront plus que 8% de la population mondiale en 2025 et la part de l'Asie dans le PIB mondial (ppp) passera de 24% aujourd'hui à 38% ce qui est pratiquement équivalent à la part de l'OCDE. En 2050 la part du continent américain dans le PIB mondial restera passeront de 28 à 20% et la Grande Chine de 16% à 24%.

² L'UE -27 c'est 500 millions d'habitants et c'est le même PIB que les USA, mais après les derniers élargissements, le PIB /tête américain est d'un tiers supérieur au PIB/tête européen...

monde et construire ainsi une Europe-puissance.

Devant ces défis, ne vous laissez pas piéger dans les catégories superficielles et mensongères du pessimisme et de l'optimisme. Cherchez plutôt à juger avec lucidité pour agir ensuite avec détermination³. Rien ne nous sert de nous lamenter et encore moins de nous angoisser. En Europe, nous avons tout ce qu'il faut pour traverser la crise. Dans le Sud, ce sera beaucoup plus difficile et nous devons être solidaires du Sud.

Une crise est une occasion de progrès

Nous devons vivre la crise comme une occasion de changer, de corriger et d'améliorer ce qui ne fonctionnait pas bien chez nous et dans le monde.

Dans nos sociétés le consumérisme est devenu la raison de vivre du plus grand nombre avec les addictions en tout genre comme alternative. Les esprits, les goûts et les comportements sont formatés par le marketing. Plutôt que d'individualisme, c'est de conformisme et d'égoïsme qu'il faut parler. L'accent exagéré mis sur la compétition aux dépens de la solidarité et du dépassement de soi, entretient une violence sourde dans nos sociétés. Elle éclate en franche brutalité dans les banlieues, les écoles défavorisées et les prisons. La culture de divertissement de masse abrutit nos contemporains et l'illettrisme rampant gagne du terrain. Avec le règne de 'l'argent cru', nous vivons le retour d'inégalités excessives qui sont intolérables dans des sociétés riches. Nous contrôlons mal l'immigration sauvage et nous échouons en outre dans

³ Gramsci, le militant communiste italien incarcéré par Mussolini, parlait d' 'allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté'.

l'intégration des immigrants, pourtant un devoir de civilisation.

Dans le monde, nous nous heurtons désormais à la détérioration du climat et à la course aux ressources naturelles. A côté de l'Asie de l'Est qui émerge, nous devons faire face à 'l'afro pessimisme' né du néo-colonialisme occidental et du déficit de gouvernance en Afrique qui jette les Africains sur les routes dangereuses de l'émigration sauvage, aux blocages des sociétés islamiques souvent opprimées par des régimes que nous soutenons au nom de nos intérêts pétroliers, au décrochage des sociétés latino-américaines riches en ressources naturelles, mais scandaleusement inégalitaires. Aux Etats-Unis, le Président Obama arrivera-t-il à délivrer les Américains de leur obsession sécuritaire face aux menaces que leur surconsommation énergétique, leur surendettement et leurs disparités de revenus explosives font peser sur leur propre 'way of life' ?

Il se peut finalement que la crise, malgré sa gravité attendue, soit un jour perçue comme une chance d'avoir pu corriger la trajectoire du monde avant un désastre climatique ou un conflit mondial autour des ressources.

On rebat en ce moment les cartes de l'ordre économique et politique mondial. Ce sera un long et difficile processus. Il faut que l'Europe soit autour de la table de la gouvernance mondiale, vigilante, créative, unie et forte pour peser dans les choix qui vont engager l'avenir du monde.

Notre outil bien imparfait, c'est l'UE-27.

Derrière l'UE-27, il y a une Europe qui, de tous les continents, a le plus influencé l'Histoire du monde d'abord par sa propre expérience chez elle, et ensuite par le pouvoir qu'elle a exercé sur le monde mais qui arrive aujourd'hui à son terme. Ceci lui commande de réaliser une unité plus forte.

L'Europe moderne a une Histoire tout à la fois brillante et tragique. Elle a bâti une civilisation dont nous avons lieu d'être fiers et dont nous devons faire fructifier l'héritage.

Mais elle doit aussi assumer un legs colonial qui conjugue le meilleur et le pire.

L'Union Européenne quant à elle est la forme qu'a prise l'organisation politique du continent avec 27 Etats aujourd'hui et Trente demain. La naissance de l'UE a une dimension tragique que nous ne devons pas oublier : elle est sortie des ruines d'une guerre mondiale (40-45) qui a engendré la Shoah et s'est achevée sur le bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki ; par ailleurs, l'UE n'aurait peut-être pas vu le jour sans la logique géopolitique de la guerre froide entre le bloc soviétique et le bloc occidental.

L'UE n'a pas été construite d'emblée comme un projet politique. L'urgence de l'après-guerre est de contenir la pression soviétique sur l'Europe occidentale. Avec le Plan Marshall, les Etats-Unis pèsent lourd dans l'intégration de l'Europe de l'Ouest. Le principe unificateur de départ est le Grand Marché. En raison des ressentiments et des méfiances de l'après-guerre entre anciens ennemis, l'UE s'est

en effet bâtie subrepticement par la voie détournée de l'intégration économique. Cette voie s'est révélée avisée et féconde : si la paix a été surtout l'affaire de l'Alliance Atlantique, l'UE quant à elle, a longtemps garanti la prospérité, ce qui n'est pas rien.

Mais depuis vingt ans, elle a beaucoup changé en positif et en négatif. D'un côté elle s'est élargie pour accueillir les pays d'Europe Centrale et de l'Est libérés du joug soviétique par la chute du Mur de Berlin en 1989. Elle a ainsi aidé ces pays à renaître et elle a préservé le continent du chaos. C'est un accomplissement majeur ! D'un autre côté, elle s'est diluée : son identité est moins claire pour le citoyen et la logique dominante du marché a étouffé toute ambition politique. L'Europe-projet et l'Europe-puissance sont pour le moment remises sur l'étagère. D'un côté, [l'UE-27 évolue vers un simple espace économique dans lequel les entreprises, ce qui est logique, mais aussi les Etats, ce qui est dangereux, sont mis en compétition⁴. De l'autre, l'UE risque d'être confinée dans un statut de système régional de sécurité à l'abri du bouclier stratégique américain, ce qui paraît confortable et sûr, mais qui comporte aussi des risques -celui d'être entraînée dans la spirale sécuritaire des USA- et des coûts -celui de subir la loi du dollar et d'en payer le prix en instabilité et en chômage.

Cette vision de l'Europe est depuis toujours celle de Whitehall⁵. Ce n'est pas

⁴ La Stratégie de Lisbonne dont on reparlera plus loin est le symbole de cette nouvelle manière de faire l'Europe.

⁵ Critiquer la politique européenne de Londres expose au reproche facile d'Anglophobie. Je ne tombe pas dans ce piège : pour moi un vrai Européen ne peut pas être Anglophobe. Le Royaume-Uni est en effet un très grand pays qui a beaucoup apporté au monde par sa culture, ses institutions, son esprit d'entreprise -n'est-ce pas

là un des moindres paradoxes de l'UE-27: elle évolue dans la direction indiquée par un pays entré de mauvais gré dans l'UE, inféodé aux Etats-Unis, profondément eurosceptique en raison de sa répulsion instinctive pour un 'Super-Etat européen' et à cause de cela, d'une hostilité de principe à tout progrès de l'intégration européenne. Pourtant la sortie de crise ne se fera pas sans une unité européenne plus forte. Les Britanniques devront donc choisir et nous ne pouvons pas permettre qu'ils nous empêchent d'aller de l'avant. Mais nous devons toujours leur laisser une chance de rejoindre l'avant-garde lorsqu'ils seront mûrs pour le faire.

lui qui a jeté les bases du capitalisme industriel- et de conquête -n'a-t-il pas été à la tête du plus vaste empire jamais établi dans le monde- et son sens inégalé de riches et précieuses traditions. Ne lui doit-on pas d'avoir donné avec la langue anglaise, une 'lingua franca' au monde ? S'y ajoute une particularité à l'honneur des Britanniques : leur pays n'a jamais été envahi, ni occupé depuis mille ans ; en outre il est le seul Etat-membre de l'UE qui soit resté invaincu dans la guerre contre l'Allemagne nazie.

Cela étant, la Grande Bretagne a beau être une île, elle fait partie de l'Europe. Entend-elle jouer la carte de l'UE pour la faire avancer ou pour la bloquer ? La réponse n'est pas évidente : l'establishment britannique s'est toujours entendu à cultiver le nationalisme le plus chauvin dans ses classes moyennes et dans ses milieux populaires. La presse tabloïd y contribue puissamment par une désinformation systématique que les leaders politiques se gardent bien de corriger. Que redoute donc cet establishment pour décourager toute tentative de créer une solidarité populaire à travers les frontières ? That is the question ! L'opt-out obtenu par le RU et la Pologne sur le caractère contraignant de la Charte des droits fondamentaux auquel ces deux pays échappent, donne peut-être une indication sur la réponse.

L'UE-27 porte une responsabilité dans la crise.

L'influence anglo-saxonne n'est pas étrangère à l'irruption de la crise en Europe. Avec l'effondrement de Wall Street, l'UE a importé des Etats-Unis une crise financière dont elle n'a pas réussi à protéger les Européens. C'est un échec grave dont nous payons aujourd'hui les lourdes conséquences. Nous subissons les aléas d'un capitalisme de marché⁶ mondialisé, non suffisamment régulé par le politique et d'une société de plus en plus inégalitaire subordonnée à la loi du marché.

Or l'Europe a joué un rôle dans la dérive du capitalisme de marché. Faire la part exacte de la responsabilité des Etats-membres et de Bruxelles semble un exercice un peu futile tant le consensus était généralisé sur les orientations de la politique économique, autour de la table du Conseil Européen. L'UE n'a pas réussi à nous garder de la crise pour trois raisons : elle a permis que les Etats-Unis, par la vertu du dollar, exposent l'économie mondiale au risque de leur endettement massif ; elle a mieux surveillé l'endettement des Etats que celui, en définitive bien plus dangereux, des banques et elle a été plus attentive à l'inflation ordinaire qu'à l'explosion des

⁶ Comme la plupart des essayistes et éditorialistes américains, j'utilise l'expression capitalisme de marché plutôt que celle d'économie de marché. A l'exemple de l'historien de l'économie Fernand Braudel, je vois en effet le capitalisme comme l'univers des toutes grandes entreprises qui dominent les marchés, façonnent l'environnement technologique et institutionnel et impriment l'évolution à long terme de nos sociétés. L'économie de marché avec ses PME, ses professions libérales et ses travailleurs indépendants, est en réalité subordonnée au capitalisme de marché auquel elle fournit la sous-traitance nécessaire.

prix des actifs boursiers et des biens immobiliers; elle a permis que l'industrie financière, avec ses profits excessifs et du coup intenable sur la durée, et avec ses rémunérations extravagantes et parasitaires exerce un prélèvement excessif sur l'économie productive. L'innovation financière a peu contribué à la croissance, ce qui était sa justification originelle, mais beaucoup à une répartition plus injuste de ses résultats et en bout de compte à une instabilité ruineuse. La finance a aussi poussé le politique de côté. LL

En se déportant depuis trois décennies vers l'aggravation des inégalités⁷, notamment par la priorité aux rendements financiers à court terme, le modèle économique américain⁸ a entraîné le modèle européen dans son sillage, générant une force de rappel qui se manifeste brutalement. Le pendule repart soudain dans une autre direction : les classes moyennes perdent une partie de leur épargne et ceux qui vivent

⁷ Les inégalités montantes sont multiples et après une phase de rétrécissement dans les Trente glorieuses (1945-1973) elles s'accroissent à nouveau depuis les années 80 et deviennent excessives ; entre capital et travail, entre capital rentier et capital entrepreneurial, entre travail qualifié et travail non qualifié, mais surtout entre le 1% de la population le plus riche et les 20% les plus pauvres. Contenir et réduire les inégalités, ce n'est pas de l'égalitarisme -on en est loin- mais de la justice. Le Financial Times du 24/8/04 nous apprenait déjà qu'en 1980 le dirigeant moyen des 500 entreprises de la liste de Fortune gagnait 40 fois plus que la personne moyenne qui travaillait pour lui. L'an dernier (en 2003), c'était 530 fois !

⁸ Si tu as un doute sur l'inspiration nord-américaine de la politique européenne de la dernière décennie, je te renvoie à la Stratégie de Lisbonne adoptée à l'unanimité des Quinze en mars 2000 et qui entendait faire de l'Europe, 'l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde d'ici 2010' en faisant explicitement référence à l'exemple américain comme inspiration. Cette Stratégie n'a pas produit les résultats escomptés.

exclusivement de leur travail voient leur emploi et leur revenu menacés.

La responsabilité collective d'une génération

La cause principale de cette défaillance du politique réside, de mon point de vue, dans une myopie collective qui a gagné l'Europe au cours des trois dernières décennies. Le citoyen, trop exclusivement occupé à ses affaires et dès lors trop peu curieux de l'intérêt public, trop indifférent et trop passif vis-à-vis de l'effacement du politique devant la culture de consommation et de divertissement, doit reconnaître sa part de responsabilité.

Vous apprendrez très tôt, je l'espère, que le plus grave dans la vie n'est pas toujours le mal que l'on fait, mais plus souvent le bien que l'on ne fait pas. Le véritable péché c'est l'indifférence et la démission.

Mais les grands coupables sont ceux qui se sont fait les champions de l'idéologie néolibérale⁹ du 'tout au marché, tout par

« Le plus grave dans la vie n'est pas toujours le mal que l'on fait, mais plus souvent le bien que l'on ne fait pas. »

le marché', qui a dominé la scène politique depuis deux décennies. Les tenants européens du néolibéralisme anglo-saxon - puisque c'est à Washington et à Londres que cette pensée déviante du libéralisme économique originel trouve son origine, ont systématiquement discrédité le rôle de la puissance publique, et découragé l'action collective. Au nom d'une

conception très étroite de la compétitivité, ils ont cherché à utiliser l'UE pour démanteler les réglementations et les solidarités nationales, y compris l'Etat-Providence. Ils ont en fait empêché que se reconstituent au niveau européen des réglementations plus justes et plus efficaces que celles de nos Etats dépassés par la globalisation de l'économie. Ce faisant, les partis conservateurs, en prétendant protéger les PME et les travailleurs indépendants de l'Etat¹⁰, les ont livrés aux prédateurs bien plus redoutables de la finance dérégulée et de la grande distribution.

⁹ Le néolibéralisme est une déviance pathologique du libéralisme économique. Alors que ce dernier fait du marché le mécanisme central de l'allocation des ressources dans nos économies, le néolibéralisme va plus loin: le marché est toujours la meilleure réponse à tous les problèmes. C'est la formule du 'tout au marché, tout par le marché'. En ce sens, il est une idéologie totalisante. Le néolibéralisme est pourtant une pensée peu élaborée qui procède par affirmations. Mais en disqualifiant le politique, le néolibéralisme en vient à miner l'idéal démocratique et ainsi paradoxalement à faire reculer le champ du libéralisme politique hérité des Lumières: le marché souverain prend en effet le relais du monarque absolu de l'Ancien Régime et comme lui, il a ses Marquis, parasites et corrompus.

Le néolibéralisme a pu compter sur la complaisance des économistes qui ont échafaudé la 'théorie du marché efficient' qui a sévi dans la finance et justifié ses excès et dont la précarité a été dramatiquement établie par l'effondrement de Wall Street et de la City.

¹⁰ Mettons en parallèle le slogan populiste des années 90 qui entendait mettre le contribuable à l'abri de 'la rage taxatoire' et la réalité, dix ans plus tard, d'une faillite virtuelle du secteur bancaire -de Fortis à Northern Rock -qui va coûter une fortune au citoyen européen, épargnant et contribuable. Et les champions de la dérégulation financière n'ont rien vu venir !

Est-ce à dire que ceux qui ont simplement cherché à freiner le mouvement n'ont pas aussi leur part de responsabilité ? Si les néolibéraux ont imposé leurs vues, c'est aussi qu'ils n'ont pas trouvé d'adversaires déterminés, capables de produire des alternatives robustes au seul jeu du marché comme réponse aux exigences de

« La responsabilité de notre génération dans la crise est bien collective même s'il est dur de l'admettre. »

la modernisation. Ils se sont cantonnés dans des combats d'arrière-garde parfois de caractère très corporatiste. Les partis sociaux-démocrates et leurs homologues de la démocratie-chrétienne progressiste ont été souvent les associés des conservateurs dans la gestion gouvernementale comme ils le sont aujourd'hui en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas. Ils ont même mené des politiques de type 'light neoliberalism' en Grande-Bretagne où Blair s'est campé en héritier de Thatcher. Ils ont manqué de rigueur et d'audace dans la conception de réponses réalistes et ambitieuses au niveau européen là où s'opèrent les choix fondateurs. Ils ont péché par abstention précisément. La responsabilité de notre génération dans la crise est bien collective même s'il est dur de l'admettre.

« Mieux vaut jeter ses forces dans le combat pour une Europe juste et forte. »

Telle est la toile de fond du débat des élections européennes de Juin. Mais paradoxalement l'urgence de la situation rend difficiles les inventaires.

On s'en tient à un non-dit qui renseigne mal le citoyen submergé par l'urgence de la crise et dépassé par la complexité des problèmes. On risque ainsi d'en rester à des réformes trop courtes et bâclées qui visent à rétablir le statu quo plutôt que d'aller de l'avant. Se pose néanmoins la question : malgré ses insuffisances et ses ratés, l'UE peut-elle nous sortir de la crise puisque pris individuellement aucun des Etats-Membres de l'UE-27 ne pourrait y parvenir ?

Les trois urgences de l'heure

Reprenons ces trois urgences auxquelles sont confrontés les citoyens européens et qu'il vous appartient, par votre vote, de rencontrer ? Car bien entendu vous n'êtes plus, du moment où vous exercez votre droit de vote, ni spectateur, ni victime. Vous êtes acteurs. Vous portez par votre vote l'avenir collectif de l'Europe. Celles et ceux qui tenteraient de se soustraire à leur devoir civique par l'abstention – la non participation au scrutin ou le vote blanc ou nul – joueraient les gribouilles et choisiraient de se laisser prendre en otages. Mieux vaut jeter ses forces dans le combat pour une Europe juste et forte.

I. LA CRISE

Nous vivons la première crise globale de l'Histoire : tous les continents sont touchés en même temps. Elle est brutale, elle sera sévère et peut-être longue. C'est une crise de la demande globale qui est tombée en-deçà des capacités mondiales de production, ce qui provoque une contraction de l'emploi et des salaires. Mais son origine est profonde, car ce n'est pas une crise classique à l'intérieur du système économique, mais une crise du système lui-même. Elle va donc conduire à la transformation de ce système. Ce système, le capitalisme de marché, est

certes très efficient en ce sens qu'il favorise l'innovation et la productivité et par là contribue à améliorer le niveau de vie des gens. Avec la mondialisation, il a même permis l'émergence d'une partie du Sud, notamment en Asie de l'Est où la pauvreté extrême a reculé massivement. Le capitalisme a sa part dans ce succès qui doit cependant beaucoup aussi aux politiques des Etats de la région.

Mais en regard de son efficacité, le capitalisme de marché a toujours montré trois défauts redoutables : son instabilité, son injustice, sa dangerosité environnementale. La mondialisation a encore renforcé ces traits génériques du capitalisme de marché. Ce qu'il a alors gagné en efficience, il l'a perdu en faisant revenir -en Europe- voire exploser - aux Etats-Unis - les inégalités sociales, en provoquant une crise financière qui est le résultat direct de ces inégalités, et en contribuant de façon décisive au réchauffement climatique et à la perte de biodiversité.

Du coup certains, à l'extrême gauche, préconisent le remplacement du capitalisme par un autre système radicalement différent, le communisme qui, dans leur esprit, n'a rien avoir avec l'expérience désastreuse du stalinisme qu'ils ont eux-mêmes toujours combattu. Mais la mondialisation rend illusoires les réponses circonscrites à un Etat tandis que concevoir l'organisation de l'économie mondiale sur la base d'un régime 'dirigé' se heurterait au préalable difficile du partage Nord-Sud. Pour ma part, je crois qu'il n'y a pas de système idéal. Chaque système doit se prémunir contre ses propres dérives. Il me semble que les rapports entre le marché et la démocratie ouvrent plus de champ à la résistance citoyenne et donc à des contrepouvoirs,

qu'un système économique centralisé où le pouvoir économique et politique est concentré et donc susceptible d'être confisqué par des dirigeants impatientes de réussir leur révolution. En ce qui me concerne, je préfère donc la réforme permanente portée par le débat démocratique, fut-ce au prix d'essais et d'erreurs, à la mise en place d'un système 'idéal'. Pour le dire autrement, je crois comme Habermas que la route est le but. Mais la réforme permanente pour contenir les dérapages inhérents à notre système économique, demande une vigilance inlassable et une forte capacité de résister aux idées reçues et au discours véhiculé par les médias de masse et la presse d'affaires. C'est la noblesse du politique de tenir ce rang exigeant. Porter

« La démocratie est pourtant au prix de la résistance. »

une parole réfléchie et sincère est en effet difficile, car le capitalisme de marché

s'entend à formater les esprits dans un sens favorable à la recherche du profit et à l'accumulation des richesses par le petit nombre. La démocratie est pourtant au prix de la résistance.

Quoiqu'il en soit, il faut tirer des leçons de la crise. D'aucuns seront plutôt attentifs à changer le moins possible.. D'autres dont je suis, pensent que la radicalité de la crise appelle des réformes radicales. A mon sens il est urgent que le capitalisme de marché soit astreint à une régulation forte, et cela au bon niveau. Seule l'Europe peut y pourvoir car à son échelon intermédiaire entre l'Etat et le monde, elle seule peut à la fois coordonner des réponses nationales et promouvoir des réponses globales. Encore faut-il que les Européens sortis du dangereux mirage du néolibéralisme, se mettent d'accord sur les grandes lignes de cette régulation, et en outre qu'ils s'attachent à la projeter dans le monde, notamment au niveau du

G20. Comment pourrait-on rendre le système plus stable, plus juste et plus soutenable sans lui faire perdre de son efficience ?

C'est donc une réflexion sur notre organisation économique et sociale qu'il nous faut entreprendre, à l'échelle de notre région, de notre pays, de l'Europe et du monde à cause de l'interdépendance entre ces niveaux de pouvoirs et entre les pays.

Trois angles sur la réponse à la crise

Trois points de vue doivent être examinés et débattus.

D'abord nous en revenons au politique c'est-à-dire au projet collectif pour la société dans laquelle nous voulons vivre, lequel s'articule

nécessairement sur un modèle de développement économique, social et environnemental, mais ne se confond pas avec lui. Il n'est pas de société viable sans un marché qui la supporte, mais le marché ne peut pas se soustraire à la loi de la société. Pas de paradis social sur un cimetière économique certes, mais pas non plus de paradis financier sur un cimetière social. Dans une société vieillissante où la proportion d'actifs diminue, nous devons, pour maintenir nos niveaux de vie, à la fois augmenter la productivité, accepter une certaine immigration et mieux répartir les fruits de la croissance. Tout cela dans quelles proportions ? C'est la négociation sociale et le débat démocratique qui doivent l'établir. Nous devons aussi mieux qualifier la croissance économique en y intégrant la donne sociale et la donne

environnementale. La course à la réussite individuelle, l'hyperconsommation des uns qui a pour contrepartie la détresse matérielle et la misère culturelle des autres, le vide spirituel de nos sociétés doivent aussi faire débat. Il nous faut des points de repère éthiques, car le retour du politique, c'est d'abord le retour des valeurs. J'en relève quatre qui correspondent chacune à des avancées de notre civilisation européenne et qui devraient fournir le socle philosophique d'une Renaissance européenne : la dignité irréductible de l'Homme et l'égalité absolue des hommes en dignité léguées par la tradition judéo-chrétienne ; la liberté héritée des Lumières ; la justice conquise par les luttes ouvrières du XIXe et du début du XXème siècle avant

« Pas de paradis social sur un cimetière économique certes, mais pas non plus un paradis financier sur un cimetière social »

l'avènement du suffrage universel ; enfin le principe de responsabilité environnementale qui est en train de s'imposer à la

conscience universelle.

Ensuite, nous devons éviter que le retour du politique ne nous ramène simplement en arrière, c'est-à-dire à l'Etat-nation, avec le risque de renationalisation et de rivalité des politiques économiques et sociales et la fragmentation du marché unique européen. En fait il nous faut définir un rôle nouveau pour l'UE au-delà de sa mission de gendarme du marché et de la concurrence et de gardienne de la stabilité des prix contre l'inflation. Dans un contexte de crise où l'on s'attend à ce que les gouvernements nationaux soient tentés de venir à la rescousse de leurs citoyens en difficulté sans se préoccuper du reste de l'Europe, l'interdiction seule n'est pas une réponse tenable. Il faut que l'UE ose piloter les restructurations des grands secteurs en crise structurelle

comme cela a été fait jadis pour le charbon, l'acier et le textile. Mais l'UE doit surtout préparer l'avenir. L'UE peut-elle ainsi accroître la capacité de recherche fondamentale et d'innovation technologique de l'Europe, désormais principale clé de ses progrès? L'Europe peut-elle remplir à son niveau une fonction tutélaire de protection sociale et environnementale? Peut-elle assurer la répartition équitable de la charge de l'impôt entre capital et travail et mettre fin aux paradis fiscaux? Peut-elle promouvoir une gouvernance d'entreprise soucieuse des intérêts de tous les partenaires de celle-ci et non des seuls actionnaires et des dirigeants? Peut-elle surtout ouvrir la route d'une économie verte et solidaire et donner un vrai contenu à ce qui sonne un peu comme un slogan, le développement durable.

« L'Europe a un poids suffisant pour peser dans le monde, mais seule son unité sur un projet de société transformera ce poids en puissance. »

Dans un monde globalisé enfin, il faut des règles du jeu au niveau international pour assurer la liberté des échanges, aider les pays en développement, fixer des normes environnementales, sociales, financières, alimentaires ou sanitaires, prévenir le retour des crises financières par de la régulation, de la surveillance, des disciplines qui s'étendent aussi aux paradis fiscaux. Quelle part prendra l'Europe dans la gouvernance économique multilatérale? L'Europe a un poids suffisant pour peser dans le monde, mais seule son unité sur un projet de société transformera ce poids en puissance. Ainsi en va-t-il de la régulation financière: l'UE doit-elle attendre un feu vert du G20 pour organiser son propre espace financier et

fiscal selon les normes les plus sûres et les plus justes? Les dimensions de son marché, son expérience financière et l'importance de son épargne propre en regard de ses besoins, la mettent en mesure si elle le veut, de mettre son industrie financière redimensionnée en mesure de servir les besoins de son économie réelle sans passer par les places off shore -les paradis fiscaux- et d'imposer à celles-ci une surveillance effective de tous leurs mouvements de capitaux avec l'UE.

Oui mais l'Europe n'est pas encore prête !

L'UE, et en particulier la zone Euro est semblable à un voilier gréé pour le beau temps et qui affronte sa première tempête. Il lui faut changer la voilure, lancer le moteur, arrimer la cargaison et trouver le bon cap dans une météo confuse.

Quelles sont les déficiences de l'UE auxquelles il faut parer d'urgence pour avoir une chance sérieuse de sortir plus tôt de la crise et en sortir par le haut? Distinguons ce que l'UE doit faire chez elle du rôle qu'elle peut jouer au niveau du système monétaire et financier international, le premier déterminant le second, et non l'inverse.

Au-dedans, la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne doit logiquement avoir pour contrepartie une politique budgétaire effective aujourd'hui inexistante. Celle-ci peut consister soit en la coordination¹¹ des budgets nationaux

¹¹ Qu'on ne m'objecte pas que ceci est le rôle du Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC). Celui-ci interdit les déficits excessifs sans toutefois pouvoir empêcher ceux des grands pays. En revanche le PSC ne permet pas de coordonner un plan de relance coercitif à l'échelle de l'Europe.

comme le tentent les plans de relance lancés en catastrophe cet hiver, soit dans le renforcement du budget communautaire qui avec 1% du Produit Intérieur Brut européen est notoirement insuffisant¹² notamment pour l'Eurozone et son voisinage. L'illusion selon laquelle une union monétaire peut fonctionner sans une forte solidarité entre les économies nationales est occupée à se dissiper et on voit mal comment on pourra encore différer la mise en place de mécanismes de péréquation budgétaire à l'intérieur de l'Eurozone et avec sa périphérie. Ensuite, il faut que l'UE trouve une solution à la concurrence fiscale vers le bas que se livrent les Etats en matière d'impôt sur le capital financier et sur les profits des entreprises, surtout celles qui sont établies dans plusieurs pays : soit harmoniser ces impôts, soit en faire un impôt européen pour financer un budget communautaire plus important. Ne pas le faire, c'est reporter le poids de l'impôt sur le travail et , en alourdissant son coût , aggraver le chômage et priver les victimes de la crise de la solidarité des mieux lotis. Il faut encore que l'Europe assure une réglementation unifiée et une supervision coordonnée ou centralisée de son secteur financier pour prévenir le retour des comportements à risque des opérateurs de marché. Contrôler les bonus des traders, les stock options et les parachutes dorés des dirigeants de manière à réduire les incitants aux stratégies de court terme et aux prises de risque excessives, mettre au pas les paradis fiscaux à l'intérieur de l'Europe, est impérieux. Enfin, l'UE doit oser des politiques industrielles, de recherche fondamentale et d'innovation de marché à son niveau notamment en jouant la carte des nouvelles énergies, des réseaux de ferro-routage, des technologies vertes, de la thérapie des

¹² Les budgets nationaux s'établissent entre 45 et 55% du PIB.

maladies rares, de la lutte contre les pandémies qui dévastent le Sud, de l'agriculture soutenable etc.. .

Au-dehors, l'UE doit parler d'une seule voix dans toutes les instances de la gouvernance économique multilatérale comme elle le fait déjà et seulement à l'Organisation Mondiale du Commerce : G7/8, G20, FMI, Banque Mondiale, Forum de Stabilité Financière, Protocole de Kyoto sur le climat... Son agenda tient en quatre points: garantir la liberté des échanges commerciaux et pour cela conclure rapidement le Doha Round à l'OMC ; restaurer le système monétaire international dans son intégrité et pour cela remettre progressivement les Etats-Unis dans la discipline commune de l'équilibre extérieur structurel ; promouvoir des normes financières, comptables et fiscales qui s'imposent à tous les Etats, y compris aux paradis fiscaux.¹³; renforcer l'aide aux Etats les plus pauvres et accroître son effectivité notamment en vue des crises de pénurie alimentaire qui se profilent à moyen terme.

Tout cela, sachons-le, n'est pas possible dans le cadre institutionnel des traités actuels en raison essentiellement du

¹³ Le contrôle des paradis fiscaux est important pour la régulation financière et pour la justice fiscale en Europe. Leur rôle est encore plus nocif en matière de corruption –problème des grands contrats miniers et pétroliers en Afrique- en matière de criminalité internationale (terrorisme, trafics de drogue, d'armes, d'êtres humains) tellement active dans les pays du Sud –pensons à la drogue en Amérique andine- , mais avec de solides ancrages dans nos propres paradis fiscaux européens. Le contrôle de ces activités criminelles qui déstabilisent certains pays et corrompent nos propres sociétés, a toujours été rendu inefficace par le refus de mettre au jour les pratiques d'évasion et de fraude fiscale originaires d'Europe et des Etats-Unis. Une mise au pas des paradis fiscaux créerait enfin les conditions d'une lutte effective contre la criminalité financière et les mafias et organisations terroristes.

maintien de la règle de l'unanimité sur l'harmonisation sociale et fiscale, sur les prévisions financières pluriannuelles qui fixent le cadre du budget communautaire, sur la coordination des politiques au sein de l'Eurozone, et enfin sur la mise en place de nouvelles politiques communes. L'unanimité, c'est le droit de veto et donc le blocage assuré. Le traité de Lisbonne, même s'il est ratifié, ne changera pas substantiellement les choses. Il faudra vite trouver autre chose.

II. LE NŒUD DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT ET DE LA SÉCURITÉ

Aujourd'hui trois problématiques sont indissociables et forment une sorte de nœud gordien qui ne peut-être tranché qu'au niveau de l'UE. Notre dépendance excessive vis-à-vis des énergies fossiles nous expose en effet à une triple menace : la détérioration du climat ; la pénurie consécutive à une rupture des approvisionnements énergétiques qui paralyserait l'Europe ; les conflits autour des sources d'énergie hydrocarbure et pour le contrôle de leurs voies d'accès, routes maritimes ou pipelines. Ces menaces sont entrecroisées de manière inextricable et le destin de l'Europe face à ces menaces est commun. L'UE peine pourtant à réaliser une unité d'action sur ces trois plans.

La menace la plus grave est certainement *le conflit entre les ressources et la population* à l'échelle planétaire qui conduit à la détérioration irréversible du climat - mais aussi de la biodiversité, de la terre arable et de la raréfaction de l'eau douce. Le réchauffement climatique nous place devant le risque d'un suicide planétaire. L'homme qui s'est affirmé depuis son apparition sur la terre, comme l'ultime prédateur de toutes les espèces vivantes, deviendrait-il par les vertus du

progrès, son propre prédateur ? Face à ce danger, la responsabilité de l'humanité est évidemment collective.

Mais la menace la plus urgente est sans doute *la sécurité de nos approvisionnements*. Notre dépendance élevée vis-à-vis des hydrocarbures nous rend vulnérables aux ruptures d'approvisionnements dues à différentes circonstances. En particulier nous nous alimentons en effet en énergie dans deux zones géopolitiques à haut risque : notre gaz naturel vient par pipeline de Russie et notre pétrole et gaz liquide du Moyen-Orient et d'Algérie.

Toutefois la menace qui risque de se matérialiser avant même la dégradation irréversible du climat, c'est *la course aux ressources énergétiques* et minérales entre les pays industrialisés et les économies émergentes comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil etc... Comment allons-nous répartir ces ressources rares ?

Nous ne pouvons pas approcher ces questions dans une perspective de division et de rivalité entre Européens, et encore moins de confrontation mondiale. Or nos divisions sont réelles et elles pourraient alimenter le risque d'affrontement avec les économies montantes. L'UE aborde en effet les trois chantiers du climat, des approvisionnements et de la sécurité de façon dispersée.

Pionnière sur le climat

S'agissant du climat, du moins avons-nous une conscience de plus en plus vive du problème et esquissons-nous une réponse commune déjà ambitieuse quoiqu'insuffisante. Nous réalisons qu'il nous faut faire place aux nouveaux venus qui ont les mêmes droits aux mêmes

richesses, aux mêmes progrès, aux mêmes libertés que nous. Comme notre passif écologique étalé sur deux siècles d'industrialisation menée sans considération pour l'environnement de la planète, est très lourd, et que notre empreinte énergétique aujourd'hui reste la plus importante, nous allons devoir nous restreindre, c'est-à-dire éliminer les marges énormes de gaspillage, peut-être même nous priver. Car c'est à nous Occidentaux qu'il appartient de fournir le plus gros de l'effort. L'innovation technologique aidera certes beaucoup, mais l'ampleur de l'effort à faire pour stabiliser le climat est telle que des changements profonds de nos modes de vie sont inévitables : nos modèles de production et de consommation sont en effet incompatibles soit avec l'équilibre écologique de la planète, soit avec le développement économique du Sud voire les deux. En tous les cas il nous faudra payer d'exemple – et avec nous les USA – pour convaincre la Chine et l'Inde de s'engager dans de nouveaux modes de développement plus économes en énergie fossile et plus écologique. Cela va remettre en question l'agriculture intensive, le tout à l'auto, les 4x4, les châssis de fenêtre non doublés, les vols vers le soleil à bon marché, le sur trafic maritime, la surpêche,bref notre mobilité, notre architecture, nos habitudes de consommation. Voyez le récent livre d'Alain Juppé : 'je ne mangerai plus de cerises en hiver'. C'est une certaine idée de la mondialisation qui soudain devient dépassée, celle de la surconsommation de l'Occident, ou plutôt des élites et des classes moyennes occidentales qui prélèvent trop de richesses sur le reste du monde et polluent les mers et le ciel. Bien entendu cela vaut aussi pour les élites des économies émergentes !

L'UE est donc tenue d'ouvrir la voie des économies d'énergie et des énergies renouvelables parce qu'elle offre la singularité de combiner une forte consommation énergétique avec une forte dépendance. Cet effort n'a de sens et n'a de portée que s'il est collectif : les percées technologiques requises, les adaptations des procédés de production industrielle, agricole et de services, les changements dans les habitudes des ménages et des administrations publiques, doivent être menés en parallèle dans toute l'UE. C'est à cette condition que l'UE pourra atteindre un niveau des réduction du CO2 qui la mettra en mesure d'exiger en décembre 2009 à Copenhague, un effort comparable de ses grands partenaires, les USA, la Chine, l'Inde compte tenu de leurs niveaux de développement respectifs. Ces efforts doivent surmonter de sérieux obstacles : d'abord, à l'intérieur de l'UE, la résistance de certains secteurs industriels à forte consommation d'énergie et le coût élevé de la réduction du carbone pour les économies les plus faibles de l'UE qui appelle un effort important de solidarité ; ensuite à l'extérieur, la concurrence déloyale des pays qui continueraient à gaspiller l'énergie fossile et qui peuvent mettre certains de nos secteurs d'activité en difficulté.

Mais la rivalité entre Européens prévaut en matière d'approvisionnements

S'agissant de la sécurité de nos approvisionnements, nous sommes loin du compte. Celle-ci passe par trois canaux : la diversification des énergies et des sources d'approvisionnement, la mise en commun efficiente de nos ressources énergétiques et la négociation en bloc uni avec nos fournisseurs.

Mais le marché européen de l'énergie reste fragmenté par des discontinuités de réseaux et par des stratégies gouvernementales visant à soutenir les grandes entreprises nationales de certains grands Etats que ce soit dans l'électricité, le pétrole et le gaz. La course à la dimension des champions nationaux fragmente alors le marché et biaise la concurrence. Mais la rivalité entre Etats-membres ne s'arrête pas là. Elle prend une forme encore plus redoutable et autodestructrice lorsqu'elle porte sur les contrats d'approvisionnements extérieurs et sur le dessin des réseaux de pipelines en vue de privilégier l'approvisionnement d'un grand pays sans considération des besoins d'Etats voisins plus faibles. Ce faisant, l'UE réduit sa capacité de négocier des deals sûrs et avantageux avec ses fournisseurs dominants notamment la Russie dont les grands opérateurs ont partie liée avec le pouvoir. Paradoxalement pour compenser le risque géopolitique que représenterait une Russie nationaliste dont certaines grandes capitales européennes ont flatté la propension à affirmer sa puissance, les Etats de l'UE, dans leur majorité, se prêtent à une stratégie d'encercllement de ce grand pays par l'OTAN, ce qui ne fait que nourrir son insécurité atavique. La faiblesse stratégique de l'UE, tenue de s'en remettre aux USA pour assurer la stabilité au Moyen-Orient, notamment entre Israël et la Palestine, la contraint de s'aligner sur la politique de Washington dans cette zone critique pour ses approvisionnements. Or la stabilité à long terme du Moyen Orient dépend avant tout de réformes politiques, économiques et sociales à l'intérieur des pays arabes auxquels le conflit israélo-palestinien sert d'alibi pour maintenir un statu quo injuste qui alimente le ressentiment, voire le terrorisme. L'UE doit se faire l'agent actif de ces réformes.

L'UE n'est pas encore prête à organiser le partage de l'énergie au niveau mondial

Reste la question centrale du partage des ressources énergétiques en voie de devenir rares. L'UE et les USA disposent, pour des raisons historiques, d'un accès préférentiel aux principales sources de pétrole et de gaz. Cet oligopsonne¹⁴ est aujourd'hui sous la pression des nouveaux acheteurs principalement d'Asie qui cherchent à s'assurer d'un accès à des sources d'énergie vitales pour leur développement. Comment gérer la rivalité des besoins ? Par le marché qui donne l'avantage aux plus riches qui continueraient à gaspiller pendant que les autres seraient privés de l'indispensable ? Par le conflit et par le contrôle militaire des puits et des routes maritimes et des pipelines ? Par la négociation et la coopération conduisant à des accords de partage et de solidarité y compris en matière de transferts technologiques ? Ces graves questions se posent d'ores et déjà au monde. L'UE doit les anticiper et proposer des réponses avant que l'enchaînement des circonstances ne la placent dans des impasses qui n'ont d'issue que conflictuelle. Mais il est impératif qu'au préalable, elle ait réalisé son unité énergétique et qu'elle dispose d'un système de défense crédible.

¹⁴ Un oligopsonne désigne un petit groupe d'acheteurs dominants de la même manière qu'un oligopole désigne un petit groupe de vendeurs qui est lui aussi en mesure d'influencer les prix.

III.LA SECURITE ET LA DEFENSE

Le monde est interdépendant et sa gestion passe par la coopération et la solidarité

Nous vivons désormais dans un monde interdépendant dont l'unification se réalise par trois canaux. En premier lieu, la technologie nous permet de vivre en temps réel tout ce qui se passe dans n'importe quel endroit du monde et d'y intervenir rapidement pour diverses raisons : opportunité de marché, désastre naturel, catastrophe humanitaire, conflit armé. En deuxième lieu, les marchés et en particulier les chaînes globales de production des grandes entreprises rendent les économies très dépendantes les unes des autres tout en établissant une hiérarchie entre elles. En troisième lieu, l'impact de la population et de l'économie sur la biosphère fait que les grands enjeux environnementaux (climat, biodiversité, eau, sols etc..) doivent désormais être gérés à l'échelle planétaire à travers la coopération internationale. Pour ces raisons la mondialisation est irréversible. La gérer est difficile parce qu'il faut concilier deux exigences contradictoires : d'un côté, la singularité et la diversité des modèles nationaux de développement¹⁵ et de l'autre la nécessaire compatibilité entre eux. En provoquant un coup d'accordéon dans le processus de mondialisation, la crise va encore compliquer sa gestion. Mais elle est aussi une occasion de rendre sa gouvernance plus juste et plus robuste. Tout dépend de la réponse qu'y donnera le G20 et quelle part l'UE prendra dans cette réponse.

Ce monde interdépendant crée des possibilités nouvelles pour le

¹⁵ La Chine aurait-elle pu réaliser son spectaculaire rattrapage à la manière des USA ?

développement des plus pauvres, mais des menaces aussi pour les pays qui n'arrivent pas à s'ajuster aux nouvelles conditions de la mondialisation ou qui sont affectés par les dégâts à l'environnement. La politique internationale doit donc jouer sur deux registres : celui des causes économiques, sociales et écologiques de la situation des peuples, en vue de l'améliorer, et celui des conséquences des échecs qui prennent la forme de tensions, de conflits armés, d'actes de terrorisme, de criminalité internationale, en vue de les contrôler. D'un côté faire naître des promesses, de l'autre contenir des menaces ! Ce jeu de vases communicants se complique du fait des héritages de l'Histoire et des contraintes de la géographie. La crise en redistribuant les cartes des gains et des pertes de la mondialisation va agir comme un catalyseur des déséquilibres latents dans le monde : les pays brutalement privés des marchés d'exportation occidentaux comme la Chine, la Corée, les pays de l'Asean, ou ceux qui, après un bref âge d'or de prix élevé du pétrole et des matières premières, retombent dans la dépression, deviennent des risques potentiels, à cause de leur vulnérabilité interne. Mais nos propres pays ne sont pas à l'abri de mouvements politiques déstabilisateurs, probablement populistes et d'extrême droite. Le monde devient plus difficile et plus dangereux. L'UE doit y faire face.

L'Europe a les moyens d'une grande puissance

Un grand ensemble de 500 millions d'habitants qui avec moins de 8% de la population mondiale maîtrise plus de 20 % du PIB mondial, a en effet à la fois des responsabilités vis-à-vis de ses citoyens et des devoirs vis-à-vis du reste du monde.

Mais, l'UE a du mal à assumer un rôle de puissance globale.

L'UE tente depuis plus de trente ans de conduire une politique étrangère européenne¹⁶. Elle marque des progrès, mais ceux-ci restent bien en-deçà des besoins des Européens et des attentes du monde. Les grands Etats continentaux - la Russie, la Chine et les Etats-Unis-

sont sévères vis-à-vis de l'UE dont ils critiquent et exploitent l'imprévisibilité et les divisions internes. Le crédit de l'UE dans le monde est du coup très ambivalent : l'admiration, voire l'envie à l'égard de la construction de l'UE, se double d'une irritation, voire d'un dédain devant l'incapacité de l'Europe à tirer parti de son potentiel de puissance et à peser de façon décisive dans les affaires du monde.

Avec le deuxième pilier du Traité de Maastricht (1992), l'UE a mis en place sous l'impulsion de Javier Solana¹⁷ un appareil impressionnant de coordination de la politique étrangère et de sécurité. Il s'appuie d'un côté sur les ressources de l'UE gérées par la Commission - les deux grandes politiques extérieures que sont la politique commerciale et l'aide au développement ainsi qu'un vaste réseau de plus d'une centaine de délégations à travers le monde - et de l'autre sur le réseau des capacités diplomatiques des Etats-membres, riches de leurs

« La question pour l'UE n'est pas de s'opposer aux USA, et encore moins de rivaliser avec eux, mais de faire notre politique et pas la leur et de ne coopérer avec eux que sur un pied d'égalité. »

expériences historiques et de leurs affinités géographiques, de leurs traditions et de leur professionnalisme. Cet appareil fonctionne malgré de sévères contraintes sur les compétences, les procédures de décision et bien entendu sur les moyens puisque les armées, instrument-clé de la dissuasion et de l'influence diplomatique, restent nationales. L'UE intervient de plus en plus dans des missions de prévention des conflits, de rétablissement et de maintien de la paix sur au moins trois continents. L'ébauche d'une coopération se dessine en matière de défense.

Mais l'UE à nouveau se divise sur sa sécurité

Mais l'UE souffre de trois faiblesses insignes. D'abord ses grands Etats-membres, surtout les 'Big Three' (France, Allemagne, Royaume-Uni) entendent mener des politiques autonomes dans les grandes affaires du monde et dans les relations avec les grands pays. Le plus souvent ils entrent en rivalité et se neutralisent réciproquement au lieu de mobiliser le potentiel des 27 qui est dès lors sous-utilisé. Ensuite, les Etats-membres de l'UE ont dispersé leurs forces militaires dans des structures différentes: presque tous sont membres de l'OTAN et n'ont qu'un contrôle partiel de leurs capacités militaires. La France a gardé l'autonomie de sa force de frappe nucléaire malgré l'intégration de ses forces conventionnelles dans l'OTAN. Certains Etats-membres prétendent rester neutres. L'UE reste dépourvue d'un système de défense dont elle aurait la maîtrise alors même qu'elle partage un destin commun face à l'insécurité du monde. Enfin l'UE a développé un partenariat asymétrique avec les USA qui

¹⁶ Voir le rôle pionnier du Comité Davignon dans la mise en place de la coopération politique européenne dans les années 70

¹⁷ Secrétaire Général du Conseil des Ministres de l'UE et à ce titre Haut-Représentant de l'UE pour la politique étrangère.

assurent le rôle de protecteur en dernier ressort de l'Europe mais à la condition que l'UE et ses Etats-membres appuient la stratégie américaine, laquelle reste déterminée en fonction des intérêts et de la vision du monde des Etats-Unis. Pourquoi faut-il que l'UE s'en remette à ce point aux USA pour sa sécurité alors que les Américains sont bien moins nombreux que les Européens et que, pris tous ensemble, ils ne sont pas plus riches que nous ? La question pour l'UE n'est pas de s'opposer aux USA, et encore moins de rivaliser avec eux, mais de faire notre politique et pas la leur et de ne coopérer avec eux que sur un pied d'égalité. Pas facile quand on a pris l'habitude de voir arriver les troupes américaines comme la cavalerie à la fin des films cow boys pour sauver le fort assiégé !

La politique extérieure de l'UE n'est pas à la hauteur des circonstances et des enjeux : elle se met en place trop lentement en regard du déclin relatif du poids économique et démographique de l'Europe dans le monde. Le manque d'unité politique et de vision stratégique de l'UE tant dans le domaine proprement dit des affaires étrangères et de la sécurité, que dans la gouvernance économique multilatérale est un fait avéré et navrant.

« L'UE est-elle prête à jouer un jour pleinement ce double rôle de puissance civile, acteur du Droit international et de puissance stratégique, acteur de la sécurité collective ? »

L'explication est multiple : d'un côté les Big Three surestiment gravement leur influence et leur savoir faire ; ils ont été des puissances globales dans un autre temps et c'est à ce titre que la France et le Royaume Uni gardent un siège permanent au Conseil de sécurité ; mais ils ne comptent plus guère aujourd'hui qu'en raison de leur appartenance à l'UE et à

l'Alliance Atlantique. Isolés, ils comptent pour peu de chose. De l'autre côté, les Européens répugnent à voir le monde tel qu'il est, c'est-à-dire inévitablement dangereux en raison des tensions sur les ressources, du terrorisme, de la prolifération nucléaire, des mafias, de l'instabilité politique en Afrique, dans les Balkans, en Asie centrale et au Moyen-Orient. En partie à cause de ce déficit de conscience de la menace et de la communauté de destin, l'UE n'a pas encore développé en tant que telle une culture de puissance globale. Enfin jusqu'ici, l'Europe a abandonné sa sécurité à l'Amérique et à l'OTAN comme si soixante ans plus tard nous en étions encore dans le monde bipolaire de la Guerre froide. Or le monde est désormais multipolaire du fait de l'émergence de l'Asie -ou plutôt du retour de la Chine au devant de la scène après quatre siècles d'effacement d'abord choisi et ensuite subi. L'Inde et la Russie comptent aussi. Les Etats-Unis, et plus encore l'Europe, ont perdu leur hégémonie stratégique.

Gérer un monde multipolaire est pourtant l'affaire de l'UE

Mais l'UE accepte-t-elle les responsabilités entraînées par une multipolarité que son unification a contribué à faire émerger ?

Un monde multipolaire réalise plus difficilement un équilibre stable qu'un monde bipolaire comme celui de la Guerre froide ou unipolaire comme aurait pu l'être une Pax Americana aujourd'hui remise en question par la montée en puissance de la Chine. Le monde multipolaire a besoin à la fois d'une assise institutionnelle multilatérale forte fondée

sur le Droit (le monde selon Kant) et d'un certain rapport de forces stratégique (le monde selon Hobbes) capable d'appuyer le Droit défini par l'ONU et ses enceintes spécialisées comme l'OMC, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS, les Accords Multilatéraux Environnementaux. L'UE est-elle prête à jouer un jour pleinement ce double rôle de puissance civile, acteur du Droit international et de puissance stratégique, acteur de la sécurité collective ? L'UE est-elle prête à donner un contenu concret à son discours sur les Droits de l'Homme en s'engageant dans le développement juste et durable pour toute la planète parce que la route vers la démocratie passe par le développement, tandis que la démocratie peut servir longtemps de façade du non-développement. S'indigner pour le Tibet est plus facile que de s'interroger sur les difficultés colossales que rencontrent les Chinois, du fait de leur nombre et de leurs dures conditions géographiques, à sortir de l'abjecte pauvreté. Qu'ils y parviennent devrait nous donner à réfléchir : le développement à commencer par l'arrachement à la privation extrême et à l'insécurité physique, n'est-il pas le premier des Droits de l'Homme ?

L'Europe se targue volontiers d'avoir inventé une forme nouvelle de relations entre Etats qui préfigure l'évolution internationale à venir. Mais ne se paie-t-elle pas de mots lorsqu'elle s'affirme un Etat postmoderne¹⁸ c'est-à-dire qui dépasse l'Etat-nation né du traité de Westphalie en 1648, à l'issue de la Guerre de Trente ans ? Car le monde d'aujourd'hui quant à lui reste bien Westphalien avec les grands Etats

¹⁸ Cette expression de post-modernisme appliquée à l'UE, pour prometteuse qu'elle paraisse, expose l'Europe au risque d'être en définitive instrumentalisée par les USA avec le concours intéressé de Londres

continentaux que sont précisément les USA, la Chine, la Russie, l'Inde ou le Brésil et auxquels l'UE a affaire ! N'abuse-t-elle pas ses citoyens lorsqu'elle revendique le statut de puissance civile (soft power) alors qu'elle n'en a que certains attributs puisqu'elle est absente de certaines institutions économiques internationales importantes comme le FMI ou la Banque mondiale malgré l'avènement de l'Euro ? Ainsi pourquoi se refuse-t-elle à exploiter le levier que lui procure l'Euro face à la prééminence du dollar, par exemple en œuvrant à la création d'une nouvelle monnaie internationale qui se substituerait au dollar et l'euro et stabiliserait l'économie mondiale ?

Penser le rapport au monde en Européens

L'Atlantisme, comme manière de penser le monde, avait tout son sens dans la Guerre froide, mais il ne saurait nourrir la relation stratégique entre l'Amérique et l'Europe qui exige une Europe forte. Il est grand temps que les Européens se mettent à réfléchir sur le monde par eux-mêmes et se posent des questions difficiles. Ainsi devons-nous voir la Chine comme une menace ou comme une puissance responsable, une rivale ou une partenaire ? Et la Russie, est-elle vraiment dangereuse ou l'Occident contribue-t-il lui-même à entretenir son sentiment d'insécurité en l'exposant aux missiles américains placés en Tchéquie et en élargissant l'OTAN jusqu'à ses frontières ? Pouvons-nous faire confiance à l'Amérique ? Dans quel cadre politique : celui d'un partenariat sur pied d'égalité ou d'une force d'appoint selon la formule consacrée de la 'coalition of the willing' opposant la 'nouvelle et la vieille' Europe ? L'UE doit-elle se laisser gagner par l'idée de 'reconstruire l'Ouest' et par

celle de jouer la stratégie de l'Ouest contre le Reste ? Et d'abord qui est 'le Reste' ? La Chine, l'Islam ou la Russie ?

« Etre citoyen européen, c'est développer une conscience de ces graves questions relatives à la paix et à la guerre qu'un citoyen national, surtout d'un petit pays, peut confortablement éluder »

Quel sont les coûts cachés du bouclier stratégique américain que les Européens tiennent pour gratuit ? Est-ce le gigantesque déficit extérieur des Etats-Unis permis par le privilège du dollar ou le statut de puissance de deuxième ordre concédé à l'Europe, tantôt alliée d'appoint et de circonstance (Irak), tantôt alliée stratégique et incontournable (Afghanistan) ? Ou les deux ? Quelle est la cohérence d'une politique européenne de sécurité et de défense élaborée dans trois lieux : l'OTAN, l'UE-3 ou les Big Three et la PESC ? Est-il de l'intérêt de l'UE de s'élargir à la Turquie et à l'Ukraine ou de renforcer l'autonomie de ces deux grands Etats-ponts entre l'UE et le Moyen-Orient et la Russie ? Quel est le véritable intérêt de ces pays ?

Etre citoyen européen, c'est développer une conscience de ces graves questions relatives à la paix et à la guerre qu'un citoyen national, surtout d'un petit pays, peut confortablement éluder¹⁹. Le citoyen

¹⁹ Une réflexion serait utile sur les causes profondes de la désaffection des citoyens vis-à-vis de la politique dans les petits pays qui n'ont plus de monnaie, ni de défense propres et qui peuvent, en jouant les paradis fiscaux attirer chez eux la base fiscale de leurs grands voisins ou profiter de leurs plans de relance. Le débat politique se vide des grandes questions et la médiatisation -et ses petites phrases- l'emporte sur le fond.

européen lui ne peut pas fuir cette responsabilité-là, car l'Europe a le potentiel d'une grande puissance qui ne peut se confiner au domaine civil en escamotant la défense. Car la puissance est indivisible, comme l'est la responsabilité devant le monde et devant l'Histoire. Ce que la Chine, l'Inde et la Russie veulent savoir, c'est si l'Europe existe en tant qu'acteur de son destin et de puissance garante du sort collectif de la planète ou si, après quelques gesticulations et un peu de rhétorique, elle n'est que l'alliée inconditionnelle des USA. Gardons à l'esprit que les alliés inconditionnels ne sont jamais respectés ni par leurs protecteurs, ni par leurs partenaires : leur consentement est tenu pour acquis. La dignité et la maturité de l'Europe impliquent qu'elle prenne une part plus grande dans sa propre sécurité. La question de la défense européenne, de sa crédibilité, de son autonomie et du partage de son coût est posée. L'aborder bille-en-tête sera le premier signe d'affirmation de la puissance européenne.

Conclusion

La longue marche de l'Europe diplomatique à l'Europe citoyenne !

On voit bien que l'UE partage une communauté de destin sur les trois plans où se joue sa survie: l'énergie, l'environnement et la sécurité. On voit bien que l'Europe partage des valeurs communes porteuses d'un projet de société singulier qui justifie qu'elle s'organise en un ensemble politique. Cela suffit-il à assurer que l'UE peut fonctionner à la fois efficacement et démocratiquement ? Bien évidemment non ! Les Traités actuels n'ont pas été conçus pour une Europe à 27. Même le Traité de Lisbonne, s'il est ratifié, n'y pourvoira guère mieux, car les

améliorations qu'il apporte sont modestes. Ainsi l'unanimité qui assure chaque Etat-membre d'un droit de veto va subsister dans des domaines-clés : l'harmonisation sociale, l'harmonisation fiscale, la politique étrangère, la défense, les prévisions financières pluriannuelles qui fixent le montant et la structure du budget. Par ailleurs personne n'est plus sûr désormais que la Présidence permanente du Conseil Européen et l'apparition d'un Ministre des Affaires étrangères –sans le nom- de type hybride, c'est-à-dire relevant à la fois du Conseil et de la Commission, seront de véritables simplifications.

Nous nous trouvons donc devant un nouveau paradoxe de la construction européenne et peut-être le plus déconcertant : à mesure que s'étend le champ des compétences de l'UE et que les décisions de celle-ci pèsent de plus en plus dans la vie des Européens, l'exercice du pouvoir gagne en opacité pour le citoyen. Le retour de l'intergouvernemental dans une UE élargie à 27 Etats-membres, qui a caractérisé ces dernières années rend l'Europe à la fois moins efficace et moins lisible...

L'UE souffre-t-elle pour autant d'un déficit démocratique ? Non car les gouvernements qui de plus en plus pèsent dans la gestion de l'Europe en raison du retour à l'intergouvernemental sont bien désignés démocratiquement. Simplement l'Europe fonctionne de plus en plus en mode diplomatique.

L'UE souffre donc d'un déficit de légitimité citoyenne. Du point de vue du citoyen, la légitimité démocratique peut-être vécue de deux façons : soit les résultats sont là et lui conviennent, soit il est partie au processus de décision. L'UE de ce double point de vue ne fonctionne

plus de manière satisfaisante. Les résultats ne sont plus à la hauteur des attentes, notamment parce que la réponse à la crise est mal coordonnée et s'avère peu prometteuse. Sauf réformes radicales. Quant à l'implication du citoyen dans le processus de décision, elle se fait de plus en plus mal.

Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer. D'abord, la décision européenne est indirecte ; elle opère en deux temps. Elle n'affecte qu'indirectement le citoyen ; elle intervient en effet au niveau de l'UE avant d'être transposée en politique nationale. Ensuite, réconcilier une démocratie citoyenne avec la complexité du système politique de l'Europe devient de plus en plus difficile en raison de l'éclatement des compétences : celles-ci relèvent tantôt des Etats, tantôt de l'UE, tantôt d'organes indépendants comme la BCE pour la monnaie et l'OTAN pour la défense. Il y a un fractionnement de fonctions régaliennes importantes (monnaie, drapeau et armée) qui prive le citoyen de repères et de capacité de réaliser pour lui-même une synthèse politique cohérente. Enfin les choses se compliquent encore parce que, trente ans après la première élection du Parlement européen au suffrage universel, nous n'avons toujours pas au niveau européen des partis politiques véritablement transnationaux. Les groupes politiques au Parlement européen ne sont en effet encore que des agrégats de partis nationaux où les grands Etats dominent : la preuve en est aujourd'hui même dans les divisions internes de ces groupes, selon des clivages nationaux, sur la reconduction du Président actuel de la Commission. Ils fonctionnent eux-aussi en mode intergouvernemental ce qui vient en contradiction de leur mission foncièrement supranationale.

Il existe pourtant bien, nous l'avons vu tout au long de la réflexion qui précède un bien commun européen qui transcende les intérêts des Etats. Sur ce bien commun européen, nous pouvons bien chacun, jeter un regard différent : progressiste ou conservateur, écologiste ou productiviste, favorable à l'autonomie de l'UE ou à son étroite dépendance des Etats-Unis, fédéraliste ou confédéraliste. C'est affaire d'opinion et affaire de choix personnel. L'important est de dépasser le clivage national et de constituer des alliances citoyennes au travers des frontières pour promouvoir une vision libérale, une vision humaniste, une vision social-démocrate, une vision conservatrice ou même une vision d'extrême gauche du bien commun européen.

« Ce sera à votre génération de développer cette conscience véritablement européenne »

La construction d'un demos européen, c'est-à-dire la possibilité d'une opinion publique européenne et donc d'une citoyenneté européenne ne se fera que dans l'engagement sur un projet de société et sur un rapport au monde proprement européens. Ce sera à votre génération de développer cette conscience véritablement européenne, débordant les frontières des Etats-nations pour ouvrir la voie à de nouvelles ambitions et à de nouveaux rêves. Peut-être s'imposera-t-il alors plus clairement qu'une forme originale de construction fédérale est indispensable pour les réaliser. Elle pourrait s'appeler les Etats-Unis d'Europe même si elle différera sensiblement des Etats-Unis d'Amérique en raison de la profondeur des racines nationales dans les pays les plus anciens.

Les crises sont de redoutables accélérateurs de l'Histoire et cette crise en particulier sera le creuset d'une nouvelle Europe. Mais il faudra sans doute procéder par étapes et aller de l'avant avec le noyau de ceux qui sont déjà prêts. Aux autres de rejoindre plus tard. Mais l'avant-garde européenne ne peut pas se laisser retarder par ceux qui vivent toujours dans l'illusion souverainiste.

Votre génération a devant elle un chantier magnifique à construire. Le 7 juin 2009 marquera une étape sur une route déjà longue. Mais pour vous, ce sera la première étape. Bonne route !

Veurne, Pâques 2009